

occasion qu'il dit à Berthier, son intime confident : *Ils n'ont pas encore fait assez de sottises.* Il demanda néanmoins le renvoi de Schérer au directoire rassemblée. Il alléguait pour raisons que Schérer étant ivre tous les soirs, il lui était impossible de travailler avec un tel ministre. Rewbell lui répondit alors : « Général, nous avons coutume de consulter les généraux pour le plan des campagnes, mais jamais pour le choix des ministres ». Buonaparte piqué de cette réponse, lui dit : « En ce cas, citoyen Directeur, je vous donne ma démission ». Rewbell lui avança l'encrier, qu'il avait auprès de lui comme président; Barras, alors s'éleva, se mit entre deux, et les conjura, au nom du bien public, de ne point donner suite à cette discussion. On voit par cette anecdote à combien peu a tenu la destinée du vainqueur de l'Italie, et par suite celle de la France et de l'Europe. Lui-même jugea de son peu d'influence par ce qui venait de se passer. Il en rendit compte à M. de Talleyrand, et forma alors avec lui le projet de l'Égypte, qu'il s'occupait de suite à mettre à exécution, pour se mettre à l'abri des vengeances secrètes de Rewbell, qu'il avait offensé. Rewbell fut fort aise de son côté de se débarrasser d'un général et d'un état-major que de nombreuses victoires avaient popularisés. Il les laissa partir comme des enfans perdus. C'est à cette double peur que fut due l'expédition d'Égypte. M. de Talleyrand assura à Buonaparte qu'il ne négligerait aucune occasion de se mettre à la tête du gouvernement, et qu'alors il l'appellerait à son secours; « Car je sens bien », ajouta-t-il en riant, « qu'un pauvre prêtre ne peut pas gouverner la France » ! Buonaparte partit, et l'univers a connu ses succès, ses revers, et le bonheur de son retour. Cependant les anarchistes eurent un succès à Paris. L'ancienne classe, connue sous le nom de Jacobins, fut vivement protégée par Merlin, président du directoire, et le

changement qui devait arriver en faveur de M. de Talleyrand, porta au contraire au directoire exécutif, le général Moulin, homme sans moyens, et n'ayant d'autres qualités que d'avoir figuré parmi les soldats de Robespierre; Goyer, homme astucieux, fut aussi nommé, et M. de Talleyrand vit bien que son parti était perdu. Il envoya dès le soir même sa démission; mais Barras, qui croyait avec raison que ce parti ne pourrait pas durer long-temps, lui fit dire sous main d'être tranquille, et représenta vivement à ses collègues, que la perte d'un tel ministre serait irréparable. Merlin lui écrivit donc une belle lettre pour l'engager à rester, et M. de Talleyrand, séduit par la promesse secrète de Barras, se décida à travailler avec des gens si éloignés de sa manière de penser. Cependant le règne des Jacobins ne fut pas long; l'abbé Sieyès vint au directoire, et Buonaparte, comme par enchantement, débarqua à cette époque à Fréjus. Peu de temps après, la journée du 18 Brumaire eut lieu; journée qui ne peut vraiment être appréciée que par les français, puisqu'elle les délivra, pour le moment, d'un gouvernement inepte, qui allait les ramener sur-le-champ aux temps odieux de l'anarchie et de la terreur. Le monde a su les faits principaux de cette journée; on n'en sait peut-être pas les détails particuliers qui vont trouver ici leur place, et comme M. de Talleyrand en fut l'un des principaux acteurs et surtout l'instigateur, elle se trouve naturellement liée au chapitre qui concerne ce ministre.

La suite au Numéro prochain.

POIDS DU PAIN.

Le pain d'un escalin. 16 onces.

AVIS DIVERS.

M. Prescott, capitaine du brig Ann, de Londres, prévient de ne point faire crédit aux Matelots dudit brig, attendu qu'il ne payera pas leurs dettes.

Au Cap, chez P. ROUX, imprimeur de l'Etat.

GAZETTE OFFICIELLE

DE

L'ÉTAT D'HAYTI,

Du JEUDI 24 Septembre 1807, l'an quatrième de l'indépendance.

Chaque Peuple, à son tour, a brillé sur la terre.

Voltaire, Mahomet.

ÉTAT D'HAYTI.

Fin de l'article DE TALLEYRAND.

M. de Talleyrand se chargea de prévenir tous les membres initiés dans ce mystère; ils étaient au nombre de 40; ils se rassemblèrent à la maison de Madame Grant, alors sa maîtresse; on convint des faits principaux; c'est-à-dire, d'implorer l'assistance du général Buonaparte pour changer l'ordre des choses et faire un nouveau gouvernement; mais nul d'entre eux, excepté M. de Talleyrand et Cambacérès, ne savaient l'arrière-pensée de Buonaparte. Ce fut le 18 Brumaire au matin, que M. de Talleyrand alla trouver ce général à six heures; ils se transportèrent aux Tuileries, et là l'on déclara que le gouvernement irait siéger provisoirement à Saint-Cloud; mais l'opération qui tenait le plus à cœur à M. de Talleyrand, était le renvoi des ministres. Buonaparte leur écrivit une circulaire pour les engager à se rendre aux Tuileries; Dubois de Crancé fut le premier qui arriva: *Remettez votre portefeuille du ministère de la guerre au général Berthier,* lui dit Buonaparte; ce qui fut exécuté sur-le-

champ. Robert Lindet, ministre des finances, arriva le second; même cérémonie lui fut faite. Tous les ministres furent ainsi destitués, excepté M. de Talleyrand. On sait ce qui se passa à Saint-Cloud. On sent bien que M. de Talleyrand fut en très-grande faveur; faveur qui ne peut manquer de durer long-temps par la manière dont il se conduisit avec l'empereur; cependant ses jours de prospérité ne sont pas sans nuages. Lorsque Buonaparte fut nommé premier consul, le ministre s'attendait à recevoir le titre de grand chancelier d'état; mais ayant épousé depuis peu sa maîtresse Madame Grant, on fit la réflexion que Madame Talleyrand aurait, comme femme d'un grand dignitaire de l'empire, le pas sur Madame Murat et Madame Bicchiocchi, sœurs du premier consul; cette raison prévalut, et M. de Talleyrand ne fut pas nommé. Cette exclusion lui donna un peu d'humeur; il se permit quelques propos sur la fierté déplacée de ces Dames, et surtout sur leur point d'honneur et de vertu, chose à laquelle, disait-il, elles ne pouvaient guère faire attention. Ce fut sans doute par suite de ce dépit, qu'il conçut le projet du mariage de Buonaparte avec la prin-

cesse de Bade. Il eut soin d'avance de s'assurer des esprits, et comme le vieux Margrave de Bade s'était rendu odieux aux cercles mêmes de l'empire, par la lâcheté avec laquelle il avait permis qu'on enlevât le duc d'Enghien, il parut plausible à M. de Talleyrand qu'un prince aussi faible et aussi pusillanime cherchât à s'étayer de la puissance de l'empereur des français, qui seul n'était pas en droit de le mépriser. C'est ainsi qu'habile à saisir les moindres circonstances, le ministre des relations extérieures cherche à faire tourner les fautes mêmes à son avantage; mais on a vu à l'article de l'impératrice, comme un seul mot de Buonaparte détruisit cette machination, et comment Fouché fut l'antagoniste du grand chambellan. Ce qui maintient M. de Talleyrand en place; c'est le besoin que l'empereur a de lui; c'est la connaissance parfaite qu'il prétend avoir du cabinet britannique, c'est un usage de cour qui le fait bien venir de tous les ambassadeurs, et qu'un diplomate ne pourrait avoir comme lui; c'est une connaissance parfaite du cœur humain, c'est cette hypocrisie délicate que l'on nomme esprit de cour. Il a conservé cette manière d'être dans tous les régimes. Il faisait sa cour aussi assiduellement à Madame Rewbell, femme de l'ex-directeur, grossière dans ses manières et dans son parler, qu'il la fait aujourd'hui à l'impératrice et à la princesse Louis. On se rappelle un mot plein d'esprit qu'il lui dit: Madame Rewbell était à souper chez lui et faisait l'éloge de son splendide repas « Savez-vous, citoyen Ministre », lui dit-elle, que ça doit vous coûter gros ! » Ah ! Madame, répondit le Ministre, laissez donc, ce n'est pas le Pérou.

Une personne qui l'avait connu sous l'ancien régime, alla le trouver (au temps du directoire) pour lui demander une faveur, qu'il refusa opiniâtement. La personne qui connaissait bien le caractère

du ministre lui dit: « Mais, Monseigneur, ce que je vous demande est très-juste ». « Monseigneur » reprit M. de Talleyrand, ah ! celui-là est un peu fort; comme républicain, je ne puis pas vous passer Monseigneur, ni vous accorder votre demande; mais je vois bien que vous la sollicitez de l'évêque d'Autun, qui n'a rien à vous refuser.

M. de Talleyrand mène la vie d'un épicurien; il a deux agens particuliers, l'un chargé de soutirer aux ambassadeurs ce qu'il veut savoir, de traiter avec eux pour les faveurs qu'il désire, pour les choses qu'il veut refuser, pour deviner enfin ce qu'ils pensent, c'est le fameux Radix de Ste-Foix, autrefois intendant des finances de M. le comte d'Artois, homme aussi fin que son patron, connu de toute la France et de toute l'Angleterre; l'autre, nommé Andras, est chargé de la partie financière, c'est lui qui vend, achète sur la place, qui joue enfin à la hausse et à la baisse, selon les bonnes ou mauvaises nouvelles qu'on lui communique. Si cette partie n'est pas la plus délicate, elle est la plus étendue et sans doute la plus lucrative.

La manière dont M. de Talleyrand se conduit avec l'empereur est encore un chef-d'œuvre de finesse. Il avoue lui-même qu'il est à son égard comme était le Nôtre avec Louis XIV; celui-ci présentait au monarque des plans irréguliers, dont les fautes s'apercevaient aisément, et que Louis XIV ne manquait jamais de faire rectifier sous ses yeux. C'est ainsi que M. de Talleyrand présente souvent à l'empereur un travail imparfait, où celui-ci s'aperçoit des fautes, et alors le ministre ne manque jamais de louer sa sagacité.

Il a eu de la peine à faire oublier à Napoléon les propos assez légers qu'il avait tenus sur Joseph Buonaparte. Un jour que l'empereur faisait part au ministre d'un plan qu'il avait conçu relativement à l'Italie, et que celui-ci lui en faisait

compliment: « C'est pourtant mon frère », Joseph, dit-il, qui m'en a donné l'idée ». « Cela ne m'étonne pas », dit M. de Talleyrand, le prince ferait un très-bon ministre des relations extérieures, et peut-être ne serais-je pas un aussi bon grand électeur que lui ». L'empereur se mit à rire, et lui répondit: « Vous changeriez cependant bien volontiers de place ». « Celles où je pourrai servir votre majesté, me seront toujours agréables » répliqua M. de Talleyrand.

La santé du ministre est très-chancelante, son estomac est usé ainsi que toute sa personne; il ne boit à ses repas que des vins très-chauds, nécessaires à une digestion pénible; il travaille beaucoup, est obligé de recevoir, et comme chambellan et comme ministre des relations, non-seulement tous les ambassadeurs, mais les grands seigneurs qui viennent à Paris. Il a une très-grande tenue de maison; il est fort affable, et prétend qu'un sot même est bon à quelque chose. Il a cinq ou six personnes qui viennent habituellement chez lui, qui sont simplement destinées à répéter dans la société ce qu'il semble avoir laissé échapper; à redire les nouvelles vraies ou fausses qu'il veut faire propager; il dit à peu de personnes son secret; il confie aux plus adroites ce qu'elles doivent faire ou promulguer, et leur demande ensuite l'effet que cela a dû produire; c'est ainsi qu'il s'informait un jour à l'une d'elles qui avait eu un entretien avec un personnage célèbre, ce qu'il pensait de ce qu'elle lui avait communiqué. « Monseigneur » il m'a dit... « Et je ne vous demande pas ce qu'il vous a dit, lui répondit le chambellan « je vous demande ce qu'il pensait ». Quelqu'un lui parlait un jour de la dureté que le gouvernement exerçait contre des femmes des plus anciennes familles de France, en les forçant d'être attachées aux maisons des princesses de la nouvelle dynastie, en qualité

de dames d'honneur et d'atours. « Il n'est pas croyable », répondit-il, le nombre de lettres que je reçois de la part de ces dames, pour être forcées ! »

On ne finirait pas ce chapitre si l'on voulait rapporter une foule de traits qui peignent le caractère de M. de Talleyrand, et qui échappent à la mémoire. Ceux que l'on vient de citer, suffisent sans doute pour le faire connaître; mais l'on ne craint point d'ajouter qu'il est sans doute, après l'empereur, l'homme d'état le plus consommé, le politique le plus délié, le tartuffe le plus complet, et l'égoïste le plus corrompu qui existe en Europe.

Et les faibles humains, vains jouets du trépas,
Sont tous devant leurs yeux comme s'ils n'étaient pas.

LE CARDINAL MAURY.

Son Discours de Réception à l'Institut de France.

Il existait une loi à Athènes qui déclarait infâme quiconque, dans les dissensions civiles, ne prenait pas parti pour ou contre. Le législateur avait sagement pensé que l'inaction et l'isolement d'un citoyen, dans un cas pareil, était l'effet ou de la lâcheté ou de l'égoïsme. Qu'eût-il donc pensé d'un citoyen qui, ayant épousé avec réflexion un parti qui l'aurait conduit à la fortune et aux honneurs, aurait abandonné ce parti, dès qu'il n'aurait plus eu rien à en attendre, et aurait passé dans le parti opposé, dans la seule vue de s'y procurer de nouveaux avantages? C'est pourtant ce qu'a fait depuis peu, à la face de l'Europe, un homme que la révolution avait rendu très-célèbre. L'abbé Maury avait d'abord embrassé noblement et courageusement la cause du trône et de la dynastie régnante; cause qu'il avait défendue avec éloquence et énergie: ce rôle l'avait honoré aux yeux de tous les honnêtes gens; il avait recueilli des hommages

flatteurs de vénération et d'estime ; il était même parvenu à la confiance de son roi légitime, qui, après la mort du cardinal de Bernis, l'avait fait son agent près la cour de Rome. Qui aurait dit que, dix ans après, ce même cardinal déserterait, sans pudeur, une cause si belle et si juste ? et qu'il irait plier honteusement le genou devant le *crime heureux* ? Et dans cette chute avilissante, il n'a la ressource d'aucune excuse, absolument aucune. Au moins, les émigrés pouvaient, la plupart, alléguer leur misère. Lui, il n'a jamais connu la pauvreté ; il a même toujours goûté, au milieu de la misère générale, les douceurs de l'opulence ; il a même pu, par de fortes économies, acheter une terre de vingt mille livres de rente, voisine de son riche évêché. Les émigrés pouvaient se plaindre des humiliations qu'ils éprouvaient en pays étranger ; lui, il a toujours été accueilli, fêté, comblé d'honneurs ; et nul émigré n'avait fait une fortune aussi brillante que lui. Les émigrés, au moins, en grand nombre, pouvaient alléguer les embarras d'une famille, dont les besoins déchirans mettaient chaque jour leur patience à une très-cruelle épreuve ; lui, il avait effectivement trois nièces à pourvoir ; mais on sait très-bien qu'elles sont d'une classe, où la plus étroite médiocrité peut passer pour grande richesse. Il est donc inexcusable sous tous les rapports ; d'autant plus inexcusable, qu'il ne pardonnait à personne de perdre un seul instant de vue l'étendard de l'honneur. Il blâmait hautement, il condamnait amèrement non-seulement ceux qui tombaient, mais même ceux qui chancelaient ; et telle était l'exaltation de ses idées, qu'il voyait en ce genre des fautes, là où il n'y en avait pas même l'apparence ; et lui, avec ses cheveux blancs, il a fait sans motif, sans excuse, une chute épouvantable et vraiment ignominieuse. Il est tombé plus bas que tous ceux qu'il censurait ; il s'est couvert d'une

boue plus épaisse ; et qui n'est point de nature à se nettoyer :

Auri sacra fames, quò non mortalia cogit Pectora ?

Nous aurions pourtant tort de dire que l'intérêt seul a conduit ce coupable transfuge dans le camp de Buonaparté. Il s'y est joint un motif secondaire, celui de la gloire ; car il faut le dire, *après l'argent*, ce qu'aime le mieux son éminence, c'est la gloire ; ou, pour parler plus correctement, c'est la célébrité, et surtout les applaudissemens ; car l'amour de la véritable gloire ne peut reposer que dans des âmes élevées, où les pensées basses n'ont point d'accès. Le cardinal Maury avait besoin de se montrer, de se mettre sur un piédestal ; il lui fallait absolument ses tréteaux académiques, et un auditoire qui admirât le charlatan ; aussi dès que la porte de l'institut s'est ouverte pour lui, avec quel enthousiasme s'y est-il porté ? Il a vu là un trône littéraire à reconquérir. Il s'y est assis avec fierté, au milieu des nouveaux *immortels*. C'est à cette brillante occasion qu'il a prononcé un discours très-remarquable, qui, pour être un titre littéraire, n'en est pas moins un titre de bassesse et de turpitude.

La suite au Numéro prochain.

POIDS DU PAIN.

Le pain d'un escalin. 16 onces.

AVIS DIVERS.

On vend à l'Imprimerie l'Alphabet pour apprendre à lire, des Cantiques spirituels, le Catéchisme pour faire la Communion, le Saint Suaire de Notre-Seigneur, et la Neuvaine à saint Antoine de Padoue.

M. Prescott, capitaine du brig Ann, de Londres, prévient de ne point faire crédit aux Matelots dudit brig, attendu qu'il ne payera pas leurs dettes.

Au Cap, chez P. ROUX, imprimeur de l'Etat.

GAZETTE OFFICIELLE

DE

L'ÉTAT D'HAYTI,

Du JEUDI 1^{er} Octobre 1807, l'an quatrième de l'indépendance.

Chaque Peuple, à son tour, a brillé sur la terre ;

Voltaire, Mahomet.

ÉTAT D'HAYTI.

Suite de la Réfutation de l'Adresse du prétendu SÉNAT du Port-aux-Crimes, en date du 1^{er} Juillet 1807.

« Citoyens ! conservez à jamais les augustes sentimens qui vous animent aujourd'hui : chassez de votre cœur tout ce que trois années de Despotisme ont pu y faire naître d'impur ; car si vous ne vous rendez dignes de la Loi, vos Législateurs perdront leurs peines ».

OBSERVATION. Il leur appartient bien de moraliser leurs gouvernés ! Que peuvent-ils recommander à des hommes qui, sans eux, sans leurs conseils pervers, seraient encore exempts d'une infinité de crimes ? A des hommes plus faits pour leur donner que pour recevoir d'eux l'exemple des vertus ? Hélas ! si les malheureux, sur qui pèse leur injuste domination, ont quelque chose d'impur dans le cœur, c'est le souffle de leurs tyrans qu'ils sont obligés de respirer. Comment seraient-ils de religieux zélateurs d'une institution qui, dénuée de vigueur et de consistance, ne peut garantir ni leur vie ni leurs propriétés. Ce n'est pas sans raison que ces prétendus législateurs tremblent de perdre leurs peines ; il n'y a rien de stable que la vérité ; or, leur empire est fondé sur l'impureté ; donc leur empire n'aura pas de durée ; ils ne peuvent pas plus atténuer la

force de ce syllogisme, qu'ils ne peuvent en éviter la funeste conséquence.

« Voyez le sort de la Constitution française de l'an trois. L'assemblée qui l'avait faite, quoique composée de très-grandes lumières, avait beaucoup erré ; elle voulut la réorganiser de nouveau ; mais elle ne put y parvenir, et la plus belle œuvre peut-être qui soit sortie de la main des hommes n'a duré qu'un moment ».

OBSERVATION. Voilà un galimatias qu'il n'est pas aisé de débrouiller ! D'abord qu'y a-t-il de commun entre la Constitution française de l'an trois et la misérable rapsodie à laquelle il leur a plu de donner le nom de pacte constitutionnel ? A ce parallèle injurieux, je crois voir de grossiers barbouilleurs comparer leurs ébauches informes, à la touche des *Rubens* et des *Michel Ange* ; d'ailleurs il est prouvé qu'on ne peut reprocher à l'assemblée constituante dont s'agit, que de n'avoir pas fait tout le bien qu'elle pouvait faire ; mais quel est le mal que cette assemblée a réellement fait ? Ne sait-on pas qu'un chef-d'œuvre de théorie s'écroule quelquefois devant les obstacles des circonstances et les difficultés de la pratique ? Tant il est vrai que les connaissances humaines ont aussi leurs écueils ! Mais depuis quand ces Messieurs sont-ils devenus si modérés envers la classe d'hommes dont ils sont aujourd'hui les apologistes ? Qu'est-ce que réorganiser de